

Un policier israélien masqué monte la garde devant un bâtiment qui a été touché par un missile iranien à Holon, ville centrale d'Israël, le 19 juin 2025.



"Guerre de Douze Jours"

Voilà pourquoi Israël a d'ores et déjà atteint ses 3 objectifs de guerre en Iran

Après avoir annoncé une première fois un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël tard lundi, Donald Trump a indiqué que l'accord était entré en vigueur ce mardi, peu après 7 heures, heure de Paris. Pourtant, le ministre de la Défense israélien ordonne des représailles « au cœur de Téhéran » ce mardi matin « à la lumière de la violation totale par l'Iran du cessez-le-feu déclaré par le président américain ».

Après avoir annoncé une première fois un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël tard lundi, Donald Trump a indiqué que l'accord était entré en vigueur ce mardi, peu après 7 heures, heure de Paris. Pourtant, le ministre de la Défense israélien ordonne ce mardi matin des représailles « au cœur de Téhéran », « à la lumière de la violation totale par l'Iran du cessez-le-feu déclaré par le président américain ».

1 - Neutralisation de la menace nucléaire stratégique iranienne

Michel Fayad : Oui, les capacités nucléaires de l'Iran sont aujourd'hui gravement affaiblies et probablement retardées. Peut-on dire qu'Israël a remporté la guerre en Iran ? Oui, si l'on considère les objectifs déclarés de l'État hébreu. Mais il faut distinguer les buts des opérations militaires israéliennes de ceux des négociations internationales.

S'agissant de l'objectif d'affaiblissement du programme nucléaire, les frappes israéliennes et américaines semblent avoir atteint leur but. Cependant, l'ampleur exacte des dégâts reste à évaluer. Il faudrait plusieurs jours, voire une inspection sur place, ce qui paraît peu probable. Ce qui est certain, c'est que le programme nucléaire iranien a subi des dommages significatifs.

Sur le plan diplomatique, il est essentiel de comprendre que l'accord signé en 2015 entre l'Iran et le groupe 5+1 (États-Unis, Chine, Russie, Royaume-Uni, France et Allemagne) ne mettait pas fin au programme nucléaire. Il le suspendait seulement pour dix ans, sans que l'on sache clairement ce qui se passerait après cette échéance.

Les négociateurs occidentaux semblent ignorer un principe fondamental de l'idéologie islamiste : la **hudna**, une trêve temporaire permise dans certaines situations stratégiques. Elle autorise les musulmans à conclure un accord avec des non-musulmans, mais il ne s'agit ni d'un accord de paix, ni d'un engagement durable. Contrairement à ce que pensent Emmanuel Macron, la France ou d'autres pays, ils n'ont pas obtenu une suspension réelle du programme nucléaire : ils ont entériné un précepte islamique. Pendant ces dix années, l'Iran se prépare à l'après.

Lorsque Donald Trump s'est retiré de l'accord en 2018, les Iraniens avaient déjà anticipé l'échéance de 2025 et relancé leur programme nucléaire bien plus tôt. Il existe dans les textes religieux un principe disant : « **la main que tu ne peux pas briser, baise-la jusqu'à ce que tu puisses la briser** ». Cela signifie que tant qu'Israël et les États-Unis sont militairement supérieurs, l'Iran feint de négocier, mais ne fait que gagner du temps. Dès qu'il en aura les moyens, il rompra l'accord.

Ce n'est pas un succès diplomatique. J'assimile l'islamisme à un totalitarisme, comme le nazisme ou le communisme. Face au nazisme, il n'était pas question de négocier. Hitler a préféré se suicider plutôt que de céder. Le communisme soviétique, en revanche, a vu émerger Gorbatchev, qui a entamé une perestroïka et mis fin à la course à l'armement.

Mais Ali Khamenei, lui, ne souhaite aucune ouverture. Il faut lire ce qu'il écrit, écouter ce qu'il dit : il est apocalyptique et messianique. Il espère la fin du monde et l'apocalypse, veut l'accélérer, et croit fermement à la venue du Mahdi : le messie dans l'islam, particulièrement central dans la tradition chiite.

Comment négocier avec un dirigeant qui ne renoncera jamais à la course à l'armement, qui rêve d'une fin du monde ? Tout ce qu'on peut obtenir, ce sont des trêves temporaires qu'il rompra dès que possible.

François Chauvancy : Je ne pense pas qu'Israël ait remporté la guerre contre l'atome iranien. Israël a certainement gagné du temps, sans aucun doute. Il a surtout su appliquer la force que beaucoup d'autres États ne voulaient pas appliquer.

Il arrive un moment où, face aux négociations sans issue, et à un sentiment de marché de dupes, une autre méthode s'impose. Là où beaucoup ont préféré parler sans agir, Israël a décidé d'intervenir. Cela étant dit, à mon avis, Israël n'a pas encore atteint tous ses objectifs.

L'objectif, c'est que l'arsenal nucléaire futur, ou les infrastructures permettant de le construire, ne puissent pas voir le jour. Gagner du temps, oui. Mais si l'ensemble du système n'est pas mis sous contrôle ou détruit, alors dans trois ou cinq ans, tout recommencera. Et Israël ne disposera peut-être plus des mêmes moyens pour intervenir militairement, et repousser la menace.

En fait, la vraie question n'est pas uniquement nucléaire : elle est **politique**. L'Iran a aujourd'hui pour objectif déclaré la destruction de l'État sioniste. Tant que cette posture politique ne sera pas retirée, quelle que soit d'ailleurs la situation, l'Iran utilisera tous les moyens à sa disposition pour combattre Israël.

En l'occurrence, l'armement nucléaire est un instrument de puissance au service d'une politique. Et l'Iran reprendra la main sur la question dès qu'elle le pourra, sauf si elle est mise sous tutelle, avec un strict contrôle, et bien entendu que tout son capital, de savoir et d'infrastructures que l'Iran a su amasser depuis des années, soit complètement annihilé, sauf dans sa version nucléaire civile, ce qu'on ne peut pas lui contester comme besoin.

2 - Destruction du stock de missiles iraniens et des sites de production

François Chauvancy : Il est très difficile d'imaginer que l'Iran puisse reconstituer rapidement son stock d'une part de lanceurs et d'autre part de missiles. Ce sont deux choses différentes. Aujourd'hui, on estime que l'Iran a entre 2 000 et 3 000 missiles de différentes portées. Ceux qu'il utilise aujourd'hui sont de portée intermédiaire, autour de 2 000. L'Iran en aurait utilisé environ 450 à ce jour, dont l'immense majorité a été interceptée par Israël.

Théoriquement, cela signifie qu'environ les trois quarts restent encore disponibles.

Concernant les lanceurs, les chiffres varient entre 120 et 200. Israël revendique récemment en avoir détruit plus de 50 %. Globalement, il subsiste donc encore un capital balistique.

Cependant, si l'on regarde les tirs récents vers le Qatar ou l'Irak, ce ne sont pas ces missiles intermédiaires dont on parle, mais des missiles à moindre portée qui font partie des 3 000 évoqués, ce qui laisse penser que les stocks sont déjà entamés, ou bien en mauvais état.

On peut déjà en déduire qu'à la date d'aujourd'hui, la capacité balistique iranienne est affaiblie. D'abord, parce qu'une partie des missiles pourrait ne pas être opérationnelle. Ensuite, parce qu'une grande part des lanceurs a été détruite. Enfin, peut-être les chiffres que l'on connaît sont en partie faux. C'est le premier point sur les capacités actuelles.

Concernant l'avenir, Israël cible désormais les entreprises d'armement iraniennes. Il semble disposer d'un renseignement très précis, lui permettant de frapper les sites de production. Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer que l'Iran puisse reconstituer son stock dans un avenir proche, surtout si la guerre se prolonge. Cela s'inscrit dans une revendication stratégique d'Israël : empêcher que l'Iran dispose d'une capacité balistique pouvant menacer son territoire, que ce soit de façon conventionnelle ou nucléaire. C'est ce que fait l'Iran aujourd'hui, et ce qu'il pourrait amplifier demain.

Si toutes les infrastructures nucléaires sont effectivement détruites, le vecteur ne portera pas d'armes nucléaires. Néanmoins, il reste une menace en termes balistiques conventionnels. On pourrait aussi remarquer a contrario qu'on ne peut pas interdire un [État](#) de se défendre dès lors qu'il reste dans l'armement conventionnel. Ce débat sera sans doute ouvert dans le cadre de négociations éventuelles.

Mais n'oublions pas tout de même qu'un objectif de guerre d'Israël, c'est que cette capacité balistique, associée à l'arsenal nucléaire dans un futur éventuel cesse d'exister.

Michel Fayad : Il est difficile d'affirmer avec certitude qu'Israël a détruit deux tiers du stock de missiles iraniens, car nous ne connaissons pas précisément la taille de cet arsenal. Il est également probable qu'une partie de ces missiles ait été dissimulée dans d'autres pays de la région : en Irak, Yémen, voire Afghanistan ou Pakistan.

En revanche, il est clair que le nombre de lanceurs opérationnels a fortement diminué. Le fait qu'Israël soit aujourd'hui bien moins ciblé par des missiles en atteste. Cela suggère une réduction tangible de la capacité de projection de l'Iran à court terme.

Cela dit, il serait exagéré de considérer l'Iran comme militairement hors-jeu pour les années à venir. Tant que le régime est en place, il pourra s'appuyer sur ses revenus pétroliers et gaziers pour reconstituer son arsenal, que ce soit via la production locale ou grâce à ses alliés : Russie, Chine, Corée du Nord, entre autres.

En résumé, tant que le régime subsiste, il cherchera à se réarmer. La seule manière de le neutraliser durablement serait un coup fatal, c'est-à-dire un changement de régime. **Ce régime ne s'arrêtera que s'il est totalement renversé.**

3 - Neutralisation de *l'Axe de la Résistance* et éclatement de la doctrine iranienne de guerre par procuration

Michel Fayad : La stratégie des proxies iraniens ne date pas d'hier. Dès la révolution de 1979, Khomeiny a cherché à devenir non seulement le chef spirituel et politique des chiites iraniens, mais aussi celui de l'ensemble du monde musulman. Il a voulu rapprocher

sunnites et chiites, notamment en traduisant en persan l'œuvre de Saïd Qotb, fondateur des Frères musulmans, et en islamisant les chi'ites jusqu'alors influencés par les thèses marxistes et communistes.

Le premier proxy qu'il a tenté de structurer fut le Hezbollah, au Liban, en pleine guerre civile. Dès 1979, les Gardiens de la Révolution islamique étaient présents dans la plaine de la Bekaa, à Baalbek. Trois ans plus tard, en 1982, trois groupes armés y opéraient déjà ; et en 1985, ils ont fusionné pour fonder le Hezbollah. L'un de ces groupes est d'ailleurs responsable de l'attentat du Drakkar, qui a coûté la vie à 58 soldats français.

Aujourd'hui, plusieurs composantes de l'Axe de la Résistance comme les Houthis ont été visées par les frappes israéliennes et américaines. Le Hezbollah a lui aussi subi des frappes israéliennes significatives. Mais il faut noter que les Hachd al-Chaabi en [Irak](#) ont été relativement épargnés.

Le Hezbollah conserve par ailleurs une influence politique et militaire importante : lors des dernières élections municipales, il a remporté, avec son allié Amal, la quasi-totalité des sièges municipaux chiites et a réussi à imposer un conseiller issu de ses rangs, ancien ministre des Transports auprès du [président de la République](#) libanaise, qui est chrétien.

Israël, de son côté, a été contraint par l'administration Biden à accepter un cessez-le-feu au Liban. Washington a refusé de continuer à livrer des armes à Benyamin Netanyahu pour poursuivre l'offensive. Résultat : malgré les frappes massives sur le sud du Liban et la banlieue sud de Beyrouth, Israël n'a pas pu mener ses opérations à terme dans la plaine de la Bekaa, où une grande partie de l'arsenal du Hezbollah est toujours intacte.

Le Hezbollah conserve donc une capacité de combat significative. D'autres groupes de l'Axe également. Les Hachd al-Chaabi en Irak restent opérationnels. On peut dire que s'ils ont été affaiblis, ils demeurent des forces de déstabilisation toujours capables de déclencher ou de soutenir un conflit. Si l'Iran se retrouve acculé, il pourra les mobiliser. Et il ne fait guère de doute qu'ils répondront présents.

D'ailleurs, les Houthis ont officiellement annoncé hier leur entrée en guerre, déclarant que l'accord qu'ils avaient conclu avec les Américains ne tenait plus.

François Chauvancy : C'est très difficile à dire. Cela fait plusieurs années que l'on parle de l'axe chiite allant de l'Iran jusqu'à la Méditerranée, avec l'équivalent de plus de 120 000 miliciens répartis dans plusieurs pays, souvent chiites et proches de l'Iran. C'était la réalité estimée. Il s'agissait de combattants faiblement armés à l'exception des Houthis, qui sont un cas à part et opèrent essentiellement en guerre asymétrique : terrorisme, menaces permanentes mais aussi tirs de missiles... Ces proxies utilisent des méthodes qui ne cherchent pas à menacer un Etat en tant que tel mais instaurent une menace permanente parmi les civils ou le terrorisme, celui-ci restant avant tout une arme psychologique, même s'il entraîne des morts.

Aujourd'hui, force est de constater que la frontière nord d'Israël est globalement pacifiée avec l'élimination des chefs du Hezbollah. Le Hezbollah, actuellement, reste silencieux, quelles que soient les consignes qu'on aurait pu lui donner du côté de l'Iran, car il sait qu'il ne fait pas le poids contre Israël. N'oublions pas qu'Israël aujourd'hui combat en Iran avec des avions, des drones et des forces spéciales et que toutes les forces terrestres israéliennes sont tout à fait disponibles, agissent au nord, à l'est et au sud d'Israël.

En Syrie, la menace syrienne a disparu. A Gaza, ce qui reste, ce sont des combattants de plus en plus jeunes et de moins en moins commandés. C'est un abcès, qu'il faudra bien résoudre, mais ce n'est même pas des proxies tout en restant une menace permanente pour Israël.

En Irak, il existe encore des milices, mais leur cohérence globale est difficile à évaluer. L'ensemble de cet « arc chiite », autrefois structuré par l'Iran et financé par lui, semble aujourd'hui totalement désorganisé.

Et si la tête, l'Iran est lui-même affaiblie, alors ses « membres », c'est-à-dire les proxies, ne peuvent plus peser significativement sur la sécurité d'Israël.

Cela n'exclut pas des attaques sporadiques ou des actes isolés. Mais dans l'ensemble, l'arc chiite qui visait l'éradication d'Israël ne semble plus capable d'une action concertée et coordonnée. On peut s'attendre à quelques résurgences locales, mais elles seront vraisemblablement neutralisées rapidement par Israël.

Reste le cas particulier des Houthis. Ils ont été lourdement armés par l'Iran et conservent une capacité de nuisance significative, notamment avec leurs missiles. C'est un paradoxe : un pays sans véritable industrie est capable de produire des missiles atteignant parfois Israël même si cela reste ponctuel. Quelques missiles ont touché, de temps à autre, la région d'Eilat. C'est peu, mais cela témoigne d'une capacité résiduelle. Les Houthis restent donc un proxy, mais là encore, on ne les a pas vraiment entendus récemment.

Il semble qu'un accord ait été trouvé entre les Américains et les Houthis pour que ces derniers n'attaquent pas les intérêts américains. Il y a donc des marges de négociation. En résumé, ce dernier proxy, autrefois bien équipé par l'Iran, risque désormais d'avoir du mal à se réapprovisionner sérieusement.

Au final, à la date d'aujourd'hui, le monde chiite organisé autour de l'Iran semble en grande partie neutralisé par la défaite militaire iranienne. Cet ensemble n'est plus en mesure d'agir de façon coordonnée contre Israël, ni de constituer une menace existentielle pour l'État hébreu.

Quelle leçon tirer de la non-réaction iranienne immédiate, faiblesse militaire réelle ou choix stratégique d'attente pour préparer une riposte différée ?

François Chauvancy : D'abord une mise en garde s'impose. Quand vous avez trois groupes aéronavals américains positionnés à proximité, avec des sous-marins capables de lancer des missiles de croisière, et plus de 200 avions de combat sur trois porte-avions, cette diplomatie coercitive est présente avec force.

Ajoutez à cela la centaine d'avions stationnés à Al-Udeid, sans compter ceux disséminés dans la région : il est probable que l'Iran n'ait pas envie de provoquer les Américains. Car on parle d'un volume aérien équivalent à celui qu'a engagé Israël, avec des capacités sans doute supérieures.

Dans un tel contexte iranien d'absence d'aviation et de défense antiaérienne opérationnelle, un nombre de missiles en déclin, l'Iran n'a pas vraiment les moyens de répondre. Et lorsqu'elle le fait, comme avec des frappes sur le Qatar ou l'Irak, cela relève davantage de la communication que de la véritable démonstration de force.

Il s'agit de « sauver la face », surtout vis-à-vis de son opinion publique dans la mesure où elle existe, ou du moins de sa population. L'idée est de dire : « *Je défends le peuple iranien contre l'agression américaine* ». Mais tout est fait pour éviter des morts, puisque les Américains étaient prévenus à l'avance. On le voit bien : l'Iran n'a pas les moyens de s'opposer militairement aux États-Unis, ni, d'ailleurs, à Israël. Si elle les avait eus, elle aurait frappé plus fort dès le premier jour. Ce qu'elle a fait désormais relève d'un geste symbolique et limité.

Aujourd'hui, les capacités militaires iraniennes sont profondément affaiblies. Beaucoup de ses équipements datent de l'époque du Shah, ou sont simplement obsolètes. Même ses avions de chasse, pour beaucoup, ont atteint un tel niveau de vétusté qu'on peut douter qu'ils soient encore opérationnels. L'Iran est, en quelque sorte, militairement « nu ».

Il lui reste donc à préserver les apparences : sauver la face devant son peuple et maintenir l'illusion d'une puissance auprès de ses adversaires. Ce discours, souvent relayé à l'étranger, repose davantage sur une posture que sur une réalité opérationnelle.

Enfin, un dernier point : en apparaissant trop faible, le régime s'expose à un risque interne. Et c'est là tout l'enjeu. Montrer une capacité de frappe même factice permet aux Mollahs de démontrer qu'ils sont encore aux commandes, qu'ils tiennent bon. Mais dans les faits, le régime est profondément fragilisé. Et même s'il ne tombera pas du jour au lendemain, cette vulnérabilité structurelle fait désormais partie intégrante de la réflexion stratégique du pouvoir iranien.

« Faire couler du sang arabe pour protéger le territoire iranien » : cette guerre signe-t-elle la fin de l'hégémonie régionale de Téhéran, désormais incapable de défendre ses relais ? Ou amorce-t-elle une nouvelle phase de conflictualité asymétrique, plus souterraine, via le sabotage, les cyberattaques ou le terrorisme ?

Michel Fayad : L'Iran a toujours adopté une stratégie consistant à utiliser le sang non iranien pour protéger son propre territoire. Cela s'explique en partie par une forme de racisme ancrée dans la culture politique du régime : un sentiment de supériorité des Iraniens sur les Arabes, qui s'exprime également à l'intérieur même du pays, où les populations arabophones sont victimes de discriminations. Il faut se souvenir que le mot « Iran » vient du terme « aryen », et cette idée d'appartenance à un peuple supérieur traverse l'histoire nationale.

C'est précisément pour cela que les Iraniens arabophones sont eux-mêmes discriminés au sein de l'Iran. Le régime préfère donc recourir à « de la chair à canon » non iranienne pour défendre son territoire, plutôt que de risquer la vie de ses propres citoyens. Cette approche s'est renforcée après les huit années de guerre avec l'Irak, particulièrement meurtrières pour les deux pays.

Téhéran a donc structuré un réseau de proxys afin de mener ses guerres à distance, en exposant leurs combattants plutôt que les siens. Mais aujourd'hui, la donne a changé : l'Iran est attaqué directement sur son sol, et c'est désormais le sang iranien qui est versé. Pour le régime, c'est un basculement grave.

L'hégémonie régionale de Téhéran n'est pas encore totalement terminée, mais elle est clairement affaiblie. Quant à la perspective d'un affrontement asymétrique, elle est désormais bien réelle. L'Iran reproche déjà à l'Arabie saoudite d'avoir permis à Israël de survoler son territoire. Et ce soir même, alors que nous parlons, des frappes ont eu lieu : l'Iran a lancé des missiles vers le Qatar et peut-être même vers d'autres pays du Golfe. Même si les cibles étaient officiellement des bases américaines, ces actions impliquent de facto les États arabes dans le conflit.

Il est d'ailleurs très probable que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et peut-être même le Qatar aient financé une partie des frappes américaines contre l'Iran survenues ce week-end.

On se souvient que Donald Trump reprochait à Joe Biden de financer seul la guerre en Ukraine sans en faire porter le coût aux Européens ou aux Ukrainiens. Il est donc peu probable que Trump ait lancé des opérations contre l'Iran sans obtenir un financement extérieur, d'autant plus qu'il ni consulté le Congrès ni demandé de budget spécifique.

Israël a déjà dépensé énormément depuis le début de cette guerre, il est très plausible que Trump ait demandé aux pays du Golfe, Arabie saoudite, Émirats, Qatar de prendre en charge une partie de la facture. Trois jours de frappes israéliennes ont déjà coûté environ 2,5 milliards de dollars. Quant aux bombes américaines utilisées, comme les GBU-57 ont un prix extrêmement élevé.

Israël ne dispose pas de ressources financières illimitées, et Trump ne souhaite pas que le contribuable américain assume seul les frais de guerre. Il est donc tout à fait possible que les États arabes du Golfe aient été sollicités pour en assumer une partie.

Cette guerre-éclair marque-t-elle un véritable tournant stratégique dans la région ou n'est-elle qu'un sursis temporaire dans une confrontation appelée à s'intensifier ?

Michel Fayad : Tout dépendra de l'avenir du régime iranien. Si le régime tombe, alors oui, cette guerre pourrait marquer un tournant stratégique durable. En revanche, s'il se maintient, il fera tout pour se reconstituer, se réarmer et relancer la confrontation.

Il y a une autre dimension à ne pas négliger. Aujourd'hui, nous sommes en train d'essayer de casser l'islamisme chiite, et c'est important de le casser, mais il faut garder en tête qu'il y a un islamisme sunnite tout aussi important, voire plus préoccupant. Mais il serait dangereux de sous-estimer l'islamisme sunnite, qui est, sur le plan démographique et financier, encore plus étendu.

L'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie représentent des foyers majeurs de cet islamisme sunnite. En quoi cela constitue-t-il une menace ? Parce qu'ils s'appuient sur les mêmes textes doctrinaux que l'islamisme chiite. Leurs objectifs sont similaires : soumettre les non-musulmans et, à terme, obtenir la victoire de l'islam contre Israël. Ils ne peuvent pas y renoncer sans renier leurs fondements idéologiques.

Il faut aussi garder en tête que l'Europe est très majoritairement composée de populations d'origine immigrée sunnite. Les Algériens, les Marocains, les Tunisiens, les Turcs, les Africains subsahariens (Maliens, Sénégalais...) sont sunnites. Les chiites y sont très minoritaires, à l'exception de quelques communautés libanaises ou iraniennes. Autrement dit, en France et en Europe, l'islam présent est largement sunnite.

Les Frères musulmans, mouvement sunnite, sont à la base de cette dynamique idéologique. Khomeini, lui-même a traduit en persan les textes de Saïd Qotb, le penseur de référence des Frères musulmans, et a cherché à adapter cette idéologie sunnite à l'univers chiite.

C'est ainsi que le khomeynisme, tout comme les Frères musulmans, place la cause palestinienne au cœur de sa stratégie. Tous deux partagent une même vision idéologique, bien qu'ils émanent de courants islamiques différents.

Entretien conduit par Céline Bukin